

* Programme européen de mobilité



SOMMAIRE

La bidonvilisation verticale.....	p2
Pour le moment, tout est à faire !.....	p3
Las « camas calientes ».....	p4
Sommet européen pour le logement.....	p6
L'immigration dans les écoles madrilènes.....	p8
1 ^{er} mois de mission, observations et premières réflexions.....	p10
Le pouvoir de la brique.....	p13
Le gouvernement espagnol est-il garant de l'accès au logement ?.....	p14
La bulle de l'indignation explose.....	p15

CARNET DE ROUTE

L'exclusion urbaine à Madrid

Thomas Ubrich,

Promotion 5
Octobre 2006 - février 2007

Interview départ El Chabolismo Vertical

13 septembre 2006 par Justine

Thomas Ubrich, 26 ans, jeune diplômé, part pour une mission de 4 mois sur la thématique de l'exclusion urbaine.

Dans quelle ville pars-tu avec le programme Echanges et Partenariats ?

À Madrid, pour travailler dans le laboratoire de recherche "Quart Monde et établissements informels dans les villes du nord" au sein de l'école d'architecture d'Alcala de Henares.

Mon projet est lié à la thématique de l'exclusion urbaine : découvrir et étudier le phénomène de "bidonvilisation verticale" qui se développe dans certains quartiers du centre de Madrid, comme à Paris ou ailleurs dans les grandes villes d'Europe et qui touche principalement les populations immigrées.

Quel est ton parcours ?

Dans le cadre de mes études de sociologie urbaine, je suis parti un an en Erasmus à Madrid. Au cours d'une deuxième année, j'ai effectué un stage chez un architecte urbaniste et écrit un mémoire : " La participation citoyenne dans l'élaboration d'un projet de rénovation urbaine." Ensuite, je me suis spécialisé en urbanisme en faisant un master professionnel.

Comment as-tu connu les missions d'Echanges et Partenariats ?

En cherchant une formation complémentaire ou une expérience professionnelle à l'étranger. L'association Architecte et Développement m'a proposé de partir en Espagne.

En quoi va consister ton travail là-bas ?

C'est un travail de recherche sur un sujet d'actualité brûlante. Un état des lieux d'une réalité « invisible » : les conditions de logement des populations immigrées dans le centre de Madrid. Articuler l'approche de terrain à une analyse universitaire. Comme il s'agit d'un phénomène assez récent en Espagne, il n'existe pas encore beaucoup d'études sur le sujet. Un des objectifs de ce projet est de construire un réseau entre les habitants, les associations de quartiers et le milieu universitaire. Ce sont pour le moment deux mondes séparés. Il me semble important de partager des savoir-faire, de définir des objectifs communs.

Qu'attends-tu de cette expérience ?

Je m'intéresse déjà à la situation du mal logement en France : je participe notamment à la mission de lutte contre le saturnisme de Médecins du Monde. Partir va me permettre de me confronter à un autre contexte, d'établir des comparaisons et d'approfondir mes connaissances. Apporter là-bas un regard différent et surtout faire évoluer mon approche de ces problématiques.

Interview Retour

Pour le moment tout reste à faire !

1^{er} mars 2007 par Clémence

Thomas est parti à Madrid pour Architecture et Développement. Il a été accueilli par un professeur architecte de l'Université d'Alcala de Henares (Madrid) pour travailler sur l'exclusion urbaine.

Quels étaient les objectifs de ta mission ?

Il s'agissait de réaliser une étude sur la question plus générale du mal logement dans les quartiers centraux de Madrid : la bidonvilisation verticale. D'identifier des situations de vulnérabilité sociale et d'exclusion résidentielle dans des quartiers pauvres. Et d'évaluer les politiques d'intervention sociale et urbanistique mises en place. Le résultat est un travail d'expertise et de recherche mais qui s'insère également dans un cadre plus large de création et de renforcement des partenariats. D'une part par l'intermédiaire des acteurs de l'urbain rencontrés (associations, habitants, techniciens, etc.) et d'autre part dans un effort continu de sensibilisation pédagogique à travers le département de construction de l'école d'architecture.

Quel était ton rôle ? Ton travail, concrètement ?

Je devais réaliser cette étude... recherche bibliographique, travail statistique, récolte d'information auprès d'experts, associations et décideurs. Puis nous avons pu identifier des typologies urbaines et architecturales, établir un diagnostic social du quartier et ainsi dégager des situations d'extrême marginalité. Finalement nous sommes allés rencontrer les habitants pour nous confronter à la réalité qu'ils vivent.

Ton séjour a-t-il répondu à tes attentes ?

Oui ! J'ai bénéficié d'une collaboration privilégiée avec Paz Nuñez, le professeur qui m'a accueilli et d'autres professeurs de l'université. Parce que j'étais seul, j'ai pu développer mes propres initiatives et faire de nombreuses rencontres.

Quels obstacles as-tu rencontrés ?

Le fait d'être seul était aussi une difficulté. Je n'ai pas connu ni la vie associative ni véritablement le travail collectif. Et puis, je n'ai pas pu rencontrer sur le terrain autant de personnes qu'avec toute une équipe ! Pourtant, le résultat aurait sans doute été plus riche avec plus de témoignages.

De quoi es-tu satisfait, dans le travail que tu as fait ?

Je suis content d'avoir établi des relations de confiance avec ma structure d'accueil, d'avoir encouragé, voire créé des partenariats qui vont mener à la construction d'une structure nouvelle : l'Observatoire de l'Habitat. Mon bagage est atypique en Espagne : à la fois technique et sociologique mais pas archi... J'ai la satisfaction d'avoir mis la puce à l'oreille de certains professionnels, créé parfois du débat et d'autres fois de la réflexion dans le cercle académique.

Et maintenant ?

Maintenant, je repars, justement pour aider à mettre en forme l'Observatoire de l'Habitat, dont les statuts seront déposés très bientôt. Pour le moment, tout est à faire !

Las « Camas Calientes »

27 septembre 2006 par Thomas U

Un petit éclairage sur les problématiques que je vais essayer d'aborder au cours de ces prochains mois...

Les « lits chauds » !

Il ne s'agit pas d'un nouveau lit chauffant avec massage intégré, mais d'une formule utilisée par près de 12.000 immigrés¹ pour se loger en Espagne, de jour comme de nuit. Ceux qui n'ont pas de logement ni d'endroit pour se réfugier, louent à l'heure, des lits dans des appartements : un véritable système industriel. Toutes les 8 heures le même lit est occupé par une autre personne, de telle manière que trois immigrés dorment chaque jour dans le même lit.

La régularisation des immigrés a permis à un demi-million de personne de s'installer légalement en Espagne. Aujourd'hui les immigrés continuent d'arriver et le Gouvernement socialiste espagnol assure qu'il n'y aura pas d'autre régularisation ; au contraire, les clandestins en situation illégale seront expulsés.

Les carences de l'action publique, son laxisme ou sa volonté affichée, forcent l'apparition de solutions résidentielles informelles, « illégales », par des populations exclues du logement de droit commun. Cela révèle/renforce les problèmes d'accessibilité au logement, le manque d'hygiène, d'eau potable, d'éducation, de santé. A ces bidonvilles s'ajoutent un nombre important de logements démunis des services élémentaires, particulièrement dans les quartiers anciens et dans le centre de la capitale. Se développe alors un habitat précaire aux

¹ Données Caritas Espagne.

conditions de vie indigne dans les centres urbains : phénomène portant le nom de bidonvilisation verticale.

Il semble que ni le gouvernement, ni l'opposition, ni les ONG n'arrivent à se mettre véritablement d'accord sur le nombre de personnes vivant dans cette situation, surtout depuis que les régularisations sont fermées. Une réalité « invisible » qui est située en plein centre des plus importantes villes espagnoles : Barcelone et Madrid, en particulier, accueillent la majeure partie des immigrés.

A Madrid, ces logements sont habités par des personnes de l'Est de l'Europe, du Maghreb et d'Amérique Latine. Ils sont principalement situés dans le centre de la ville : quartiers de Lavapiés, Tirso de Molina, Embajadores au sud et le district de Tetuan au Nord territoire de mon étude.

L'accès à un logement digne est déjà compliqué pour les Espagnols, mais c'est évidemment encore plus difficile pour les immigrés : ils n'ont pas d'appui familial, ni de contrat de travail légal ni d'autres garanties qu'exigent les banques pour concéder un crédit ou de nombreux propriétaires pour octroyer un contrat de bail légal. Si les immigrés régularisés commencent, non sans difficultés, à pouvoir accéder à un logement digne, tous ceux qui vivent sans papier sont dans des situations désespérées. Le "rêve européen" se transforme en cauchemar.

600 euros por dormir en una infravivienda

José Maria Blanco 84 ans est propriétaire de 3 immeubles dans le district de Tetuan, où vivent entassés des centaines d'immigrés, Il reconnaît ironique que ses logements sont sous-loués et élude la question quand on lui demande pourquoi il n'entretient pas les immeubles qui sont dans un état lamentable : « si les locataires ne font pas attention ce n'est pas mon problème, depuis quand le propriétaire doit se charger d'entretenir les immeubles ? »

José Maria Blanco est un vieux connu de tous les voisins, la Police Municipale, ainsi que la Mairie de quartier : « Bien sûr, les immeubles si sales qui appartiennent à un tel... »

Magdalena Hervas, la seule femme espagnole qui habite au numéro 30 de la rue Almansa, frémit quand elle écoute parler de son propriétaire. « Celui là c'est pire que le diable ! » Magdalena se charge de nettoyer les communs et José la paie 40 euros par mois pour ce travail. Dans les deux autres immeubles personne ne s'en charge.

Rapport des voisins

La situation des trois immeubles est si extrême que l'association de riverains du quartier a élaboré un rapport, avec photos à l'appui, pour le dénoncer. Bien que les immeubles aient passé l'Inspection Technique obligatoire, ils sont dans un état de dégradation avancée. Les immigrés paient pour dormir entre 400 et 600 euros par mois pour vivre entassés.

C'est le numéro 20 est dans le pire état: la porte d'accès est toujours ouverte en plus d'être enfoncée; les poubelles sont éparpillées dans l'entrée; manque d'hygiène dans les communs; saleté et humidité sur les murs; dégradations des plafonds, des sols...

Les voisins dénoncent cette pratique consistant à louer les chambres ou même les canapés-lits, occupants ainsi toutes les chambres de

l'appartement. Fernando Garcia, président de l'association Cuatro Caminos-Tetuan, assure que "ce n'est pas un problème de xénophobie mais cohabitation. Les immigrés vivent dans des conditions scandaleuses. Comme ça il ne peut y avoir harmonie dans la cohabitation et surgissent les conflits.

Sommet européen pour le logement

16 octobre 2006 par Thomas U

Le Sommet européen des Ministres du Logement prévu le 16 et 17 octobre 2006 à Barcelone a été annulé. Les forces de l'ordre disent avoir peur du désordre qui pourrait être occasionné par les Collectifs okupas, en pleine campagne électorale autonome. Le Ministre de l'Intérieur assure que la décision a été prise en accord avec la police nationale et municipale de Barcelone.

Cette décision du gouvernement central a engendré de nombreuses critiques provenant de divers secteurs politiques et sociaux. Une conseillère du Ministère de l'Intérieur, Montserrat Tura, ainsi qu'un adjoint du Maire de Barcelone ont rejeté cette suppression. La réaction est presque unanime : « la police doit être en mesure de garantir la sécurité de la ville et de ses habitants ». Cette décision est politique, alors que la campagne électorale pour la présidence de la Generalitat bat son plein. Barcelone a organisé les Jeux Olympiques sous la menace d'attentats terroristes, en 2002 elle organise le sommet de l'Union européenne et j'en passe ! Aujourd'hui, un sommet prévu de longue date, réunissant les représentants de 30 pays, est annulé sous la « menace » d'un groupe de 200 jeunes appartenant à des mouvements « antisystème » et *okupas*.

Le ministère de l'intérieur avait également proposé de déplacer le lieu de la rencontre, au Palais des Congrès de Barcelone, dans une zone où la forme urbaine permet un meilleur contrôle des flux et des personnes et qui permet de ne pas bloquer toute la Ville en cas d'incident.

L'Assemblée Populaire pour un Logement Digne, qui rassemble les différents mouvements de lutte pour un accès à un logement, le droit à la ville, l'environnement, contre la spéculation, etc. avait appelé à protester pacifiquement au cours de la deuxième journée du Sommet européen. Ce sit-in avait pour but de dénoncer les difficultés des jeunes pour accéder à un logement. Cette même association a réuni près de 15.000 personnes le 30 septembre dernier au cours d'une manifestation *No vas a tener una casa en la puta vida*². En Espagne et particulièrement dans les grandes villes où la pression immobilière est très forte, la lutte est de plus en plus présente. Le Mouvement estime que la véritable raison de l'annulation est la volonté politique affirmée de mettre sous silence la lutte pour le logement au cours de la campagne électorale.

La Plataforma para una Vivienda Digna (Plateforme pour un Logement Digne, de ce nom !) a traité essentiellement de cette actualité lors de son bureau du 11 octobre.

Cette petite structure, née il y a un peu plus de 2 ans, lutte pour une réforme de la Loi cadre sur le logement : au niveau national et de la communauté autonome de Madrid. Ils se disent apolitiques mais contre les mouvements radicaux, antisystème ou encore mouvement d'expropriation ou de réquisition de logements vacants. Ils sont réformistes : réformer la Loi et la société. Leur mode d'action (même s'il est encore à définir) est de faire pression sur le législateur, contre la spéculation et pour un droit au logement pour tous comme droit fondamental.

Cependant, ils n'ont pas la culture, ni la perspective de lutter pour un droit au logement opposable : « ici en Espagne, le droit fondamental

² « Tu n'auras jamais de logement de toute ta putain de vie »

c'est la propriété privée » me dit l'un des participants du Bureau (80% de propriétaires). La lutte et la mobilisation de ce petit groupe semblent naître de revendications personnelles et non d'une lutte globale, pour un logement pour tous. C'est une lutte de la base puisque se sont les victimes elles-mêmes qui portent leurs revendications, mais il n'est pas question du logement des sans droits. La lutte se développe au niveau des classes moyennes : étudiants, jeunes professionnels ou chômeurs vivant chez leurs parents en quête d'émancipation et contre la précarité.



La journée de mobilisation du 20 octobre en lien avec le sommet européen des ministres du logement a été maintenue. Concentration pour un droit à un toit et contre la spéculation immobilière.

L'immigration dans les écoles madrilènes

24 octobre 2006 par Thomas U

Le journal EL PAIS (journal indépendant dit de « gauche ») publie (mais ne commente pas) les résultats d'une enquête menée par l'IDEA³.

Cette enquête a été élaborée par des chercheurs et des professeurs issus de deux grandes universités madrilènes (Université Autonome et, Université Complutense) pour une Fondation qui se targue de vouloir améliorer le système éducatif espagnol. En voici quelques résultats, décortiqués froidement et avec à mon sens beaucoup trop de détachement journalistique.

ELPAIS du 24-10-2006

« 50% des élèves qui font leurs études dans la Communauté de Madrid pensent que c'est « mal » d'avoir des compagnons immigrés dans leur classe et 15% sont totalement contre, d'après l'enquête l'opinion des élèves sur la qualité de l'éducation élaborée par la Fondation du foyer de l'employé (FUHEM) et l'Institut d'Evaluation et de Conseil Educatif (IDEA). Le sondage réalisé auprès de 2000 élèves entre 11 et 18 ans est extrapolable à l'ensemble des communautés autonomes ; il révèle une montée préoccupante des conduites à risque, des harcèlements et des mauvais traitements. 5% des élèves se sentent maltraités par certains de leurs camarades et 3% avouent être régulièrement maltraités. L'acceptation de la présence d'immigrés dans les classes est plus importante pour les élèves du « primaire » avec un rejet de 7,5%. Cependant, pour les élèves des deux premières années de collège, le taux de rejet atteint 17,8%, 15,9% en troisième et quatrième année et 12,4% pour les élèves du baccalauréat. Alors

qu'en primaire presque 76% est d'accord ou très d'accord avec la présence d'immigrés dans sa classe, à partir du collège le pourcentage se situe en moyenne autour de 50%. Dans tous les cas, l'acceptation des immigrés est plus forte chez les étudiants de l'école publique (69,5%) que chez les étudiants des centres privés (54,8%). Le harcèlement scolaire est une autre des problématiques abordées par cette enquête qui révèle que 3% des élèves admet maltraiter régulièrement ses camarades, 8,2% reconnaît l'avoir fait plusieurs fois, alors que le reste jamais ou au cours de très rares occasions. Le professorat partage globalement la même perception que les élèves enquêtés sur la violence dans les établissements scolaires (...) »

On ne compte plus le nombre d'articles analysant les causes et les conséquences du « phénomène » de l'immigration massive que connaît l'Espagne depuis quelques mois. L'actualité des Canaries monopolise les préoccupations des Espagnols : on les matraque quotidiennement des images choquantes de « cayucos » débordant de clandestins qui débarqueraient par millier sur les plages espagnoles. *Les Espagnols ont peur... les Maures sont de retour pour les assaillir !* Heureusement, certains intellectuels, leaders d'opinion, journalistes utilisent leur pouvoir de communication pour tenter de démonter la psychose : *"immigration et délinquance ne sont pas synonymes... attention à la montée de la xénophobie... 25 ans après la mort de Franco, le spectre de l'extrême droite nous guette..."*

Pourtant, tout ceci n'aura pas empêché l'un des journaux les plus lu d'Espagne, de présenter les résultats d'une enquête, traitant conjointement de la perception des élèves de l'immigration, de la montée de la violence dans les établissements scolaires mais aussi de la qualité de l'enseignement, sans analyser ou faire de commentaires

³ Institut d'Evaluation et de Conseil Educatif

critiques éclaircissant le propos. Je ne pense pas qu'on puisse laisser le lecteur face à des résultats statistiques bruts aussi inquiétants sans y ajouter quelques lignes d'éclaircissement et surtout sans dénoncer l'amalgame.

Les détracteurs de la lutte pour les droits des immigrés gagnent deux fois plus de terrain que leurs défenseurs ; car ils sont armés de la crédulité et de la crainte ressentie par une multitude de gens s'alimentant d'information prémâchée par les médias de masse. Sarkozy l'a compris et sévie en France. L'extrême droite bourgeoise dans toute l'Union européenne.

Aujourd'hui, la gauche européenne regarde vers l'Espagne et attend de savoir quelle sera sa politique d'intégration ? Le court terme en dit déjà très long.

1er mois de mission, observations et premières réflexions...

6 novembre 2006 par **Thomas U**

Le cadre universitaire

Paz Nuñez Marti est la responsable du laboratoire « Développement, Coopération et Quart Monde » et à ce titre, la coordinatrice du projet de recherche dont je suis l'humble « cheville ouvrière ». Elle est architecte et professeur de construction à l'Université d'Alcala de Henares (Communauté Autonome de Madrid). Quel est le statut de ce laboratoire de recherche au sein d'une université et quels sont ses objectifs ? Pourquoi travailler sur le logement précaire des populations marginalisées au sein du département « construction » d'une université ? On imaginerait plus communément des sociologues, des anthropologues, des juristes ou des géographes aborder ce type de problématique ; c'est en tous cas le genre de réaction que suscite souvent l'annonce du projet aux différentes personnes que l'on rencontre.

Pour moi ça ne fait plus aucun doute. Que l'on parle d'architecture, d'urbanisme, de travail social ou de droits des immigrés, de militantisme ou de vocation professionnelle, une chose est sûre : l'urgence est aujourd'hui de regarder de plus près certains secteurs oubliés de la ville de Madrid.

La citoyenneté est une conquête quotidienne et la vie sociale urbaine qui exige, de notre part, de conquérir constamment de nouveaux droits. Mais, que se passe-t-il lorsque l'on parle des plus démunis ou de ceux qui habitent la ville (comme les sans papiers) et à qui on refuse le droit à la citoyenneté ? Avec tout ce que cela implique : non-accès aux services publics, à l'emploi, à un logement digne, etc.

Un contexte glocal

Madrid, comme la plupart des grandes capitales, est un paradigme de la Ville Monde, la Ville qui rayonne pour et par l'économie et qui crée les ségrégations en son sein. Une cité en mouvement poursuivant une croissance chevronnée, telle une fuite en avant vers plus de richesse, de productivité, d'innovation... Madrid est entraînée à toute vitesse dans l'engrenage du développement et son extension urbaine. Elle cherche à tout prix à rattraper les grandes métropoles compétitives, les centres financiers, commerciaux et culturels leaders sur le marché mondial.

Pour cela, Madrid démolie, creuse, déplace, exproprie, construit et construit encore⁴. Bien sûr qu'une ville doit vivre, se développer et prospérer, mais elle doit prendre le temps d'étudier à qui elle s'adresse, pour qui elle est entraînée de le faire ! Mais c'est la logique de marché qui l'emporte et les exemples sur le territoire espagnol ne manquent pas : Lotissements illégaux construits sur des zones naturelles protégées, corruption dans la distribution de logements sociaux, blanchiment d'argent, spéculation immobilière, etc.⁵

Madrid est devenue en quelques années une des premières villes réceptrices d'immigration en Europe. Sa croissance effrénée est synonyme d'attractivité mais a également comme conséquence la production de nouvelles inégalités. Elles se matérialisent en outre par une segmentation sociale et ethnique de son territoire. La ville croît en tâche d'huile vers sa périphérie la plus lointaine à travers des cités-dortoirs hautement sécurisés et de haut standing,

⁴ Entendu dans la rue : « ils font quoi dans cette ville... ils cherchent un trésor ? »

⁵ Pourquoi parle-t-on de corruption urbanistique ? la corruption est spéculation ou politique alors que l'urbanisme est une solution

paradis du véhicule personnel et des grands centres commerciaux (le bonheur !). Pendant ce temps là, la Mairie abandonne son centre, lieu de la ville consolidée, les populations qui habitent traditionnellement ces quartiers s'en vont et l'habitat tend progressivement à se dégrader (vite résumé, mais allons à l'essentiel !).

A partir de là commence notre réflexion...

Que se passe-t-il dans ces zones urbaines délaissées et stigmatisées par leur propre population ? En quoi consiste l'intervention publique envers ce bâti et ces habitants de « seconde zone » ?

En bref, l'objectif global de ma mission est de faire émerger une situation de précarité vécue par des populations particulières. Faire un diagnostic du mal logement dans un district⁶ central de la capitale espagnol : Tetuán au nord ouest du centre historique de la ville consolidée. Le phénomène en question s'observe dans bien d'autres parties de la ville ; pourtant nous avons décidé de nous baser sur un descriptif ciblé, sur un petit échantillon de compréhension, peut être pour effectuer une étude intégrale à l'avenir.

Autrement dit, rendre visible la problématique de ce que l'on appelle déjà communément le « CHABOLISMO VERTICAL » ou la « bidonvilisation verticale ».

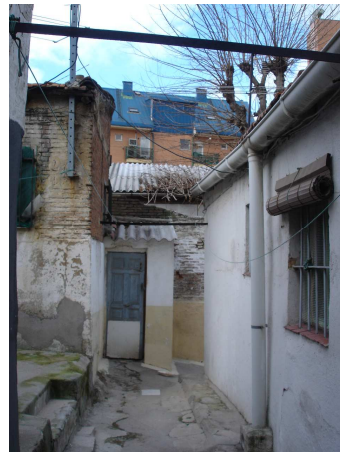
Qu'est ce qu'un habitat digne ?



Surpeuplement des logements, équipements précaires, manque d'hygiène, dégradations des parties communes...

⁶ Madrid est découpée en districts, eux-mêmes divisés en plusieurs quartiers

Un habitat précaire hérité d'une installation spontanée...



et bidonville...



Le pouvoir de la brique

14 novembre 2006 par **Thomas U**

Comme je vous l'ai déjà rapporté, L'Espagne met actuellement en lumière le côté obscur de son secteur d'activité le plus florissant : la construction.

Les chiffres du scandale

- 800.000 logements construits en Espagne en 2005.
- La superficie urbanisée/bâtie a augmenté de 40% en seulement 10 ans
- Chaque jour, l'équivalent de 3 terrains de foot de foncier devient urbanisable.
- 12.832 constructions illégales dénoncées par l'Administration centrale entre janvier 2005 et juin 2006.
- 59% de la côte andalouse est urbanisée.
- Les plans approuvés pour l'année 2006 prévoient la construction d'1 million de logements et plus de 300 terrains de golf.
- Entre 35% et 40% des budgets municipaux proviennent du secteur urbanistique.
- Le nombre de procédures entamées par le Tribunal Fiscal contre des délits urbanistiques présumés a augmenté de 62,65% en 2005 par rapport à 2004.
- 1/3 des billets de 500 euros de l'UE circule sur le territoire espagnol.
- Seulement 2 inspecteurs du FISC espagnol surveillent la question du blanchissement d'argent.
- La ville de Marbella (Malaga) détient la palme : depuis 1991, ont été construit près de 6000 nouveaux logements, dont presque la moitié est illégale. La superficie urbanisable du territoire municipal est passée de

35% à 65%. 27 ex conseillers municipaux sont en procès et 3 maires emprisonnés pour des délits urbanistiques.



Carte de la spéculation immobilière dans la Communauté Autonome de Madrid paru dans le quotidien espagnol « El Mundo », plutôt conservateur, sensationnaliste et ethnocentré, mais journal d'investigation à ses heures. Publie un dossier détaillé sur la situation de corruption en Espagne et Madrid en particulier.

Le Gouvernement espagnol est-il garant de l'accès au logement ?

21 novembre 2006 par **Thomas U**

Les Nations Unies font passer une inspection au gouvernement espagnol : est-il garant de l'accès à un logement « adéquat » ?

Les Nations Unies ont demandé au gouvernement espagnol à être invité à visiter le pays, afin d'y étudier la bonne « application du droit à un logement adéquat par les pouvoirs publics »⁷.

Hier, lundi 20 novembre,⁸ s'est présenté à Madrid un correspondant spécial de l'ONU, Miloon Kothari, qui rendra compte des « efforts réalisés pour améliorer l'accès à des logements accessibles ». Il ne s'agit pourtant pas d'une pratique habituelle de la part des Nations Unies ; sur la liste des visites publiée par l'organisation internationale y figurent entre autres le Mexique, le Pérou, le Brésil, la Roumanie, l'Afghanistan, le Kenya ou encore l'Australie.

Ne sont incluent à cette liste aucun autre des grands pays membres de l'Union européenne ; l'Espagne bat tout les records : la plus forte augmentation des prix de l'immobilier, le plus faible nombre de logements locatifs ou encore le pays où l'on trouve le plus de logements vides.

Ces symptômes sont peut-être ceux qui ont poussé l'ONU à s'intéresser au problème de l'accessibilité au logement. En tous les cas, il s'agit d'un travail ambitieux qui s'effectuera à travers diverses

visites dans des zones urbaines et rurales, à Madrid, Bilbao, Séville, El Ejido, Zaragoza et Barcelone.

Cette initiative donne du relief aux alertes déjà données par le Fond Monétaire International, l'Organisation pour la Coopération et le Développement Economique (OCDE) ou la Commission européenne.

En plus de "dialoguer" avec le Gouvernement, Kothari le fera avec des représentants de la société civile ; il se mettra en relation avec divers collectifs et associations.

La visite de Kothari se terminera à Madrid le 1er décembre par une rencontre avec Maria Antonia Trujillo, ministre du Logement. Il présentera publiquement quelques pistes du rapport qu'il va rédiger, en énonçant des solutions pratiques au problème espagnol et des recommandations aux secteurs en lien avec la question du logement : « en matière d'habitabilité, l'application du droit à un logement digne pour tous les collectifs de la population (...) analyse de la discrimination dont font l'objet les minorités, réfugiés, immigrés, handicapés, etc.

⁷ information tirée du journal économique espagnol sur Internet www.expansion.com

⁸ 25e anniversaire de l'EMVS (Entreprise Municipale du Logement et du Sol de Madrid) dont je vous parlerai très bientôt. Commémorations grandiloquentes du 20 novembre au 1er décembre, ça tombe bien ça !!!

La bulle de l'indignation explose

6 décembre 2006 par **Thomas U**

Le 14 mai dernier, un mail anonyme appelait à manifester pour un Logement Digne. La protestation fut un succès. Dans toute l'Espagne, des milliers de personnes sont descendus dans la rue : c'était la première d'une grande série de marches et de sit-in inédits.

La naissance d'une lutte

Tout a commencé avec un mail anonyme. En fait non, tout a commencé bien avant... le mail qui convoquait une manifestation en mai dernier a été la goutte d'eau qui a fait éclater la bulle de l'indignation de nombreux jeunes, familles et retraités face aux difficultés grandissantes pour accéder à un logement (droit reconnu par la Constitution espagnole et bien d'autres droits et traités internationaux reconnus et signés par les gouvernements espagnols successifs).

Le « pasalo » fonctionna. Ce dimanche là, des milliers de personnes étaient présents pour réclamer des logements dignes à des prix abordables dans plusieurs villes de la Péninsule : Madrid, Barcelone, Bilbao ou Valence en particulier. Le « il faut faire quelque chose » s'est matérialisé principalement par les Assemblées contre la précarité et pour le droit au logement présentes dans une douzaine de villes, la Plateforme pour un Logement Digne, née de l'initiative de 6 ou 8 copains et d'un site Internet ou V de Vivienda présente également dans les principales villes espagnoles, etc.

Un mouvement comme celui-ci ne s'est évidemment pas forgé qu'avec un sms ou un mail. Dans les Assemblées ou pour les instigateurs de la Plateforme, tout le monde confirme que les manifestes sont en gestation depuis longtemps (3 ans pour certains), qu'ils ont trouvé leur

inspiration directe chez les collectifs contre la précarisation en général : du travail, des services publics, du logement... le mouvement est devenu « social » et médiatique avec les premières actions visibles, car massives. Le mouvement a su faire écho des revendications de la base militante tapie dans le magma sociopolitique de la démocratie espagnole.

Les associations fonctionnent sous la forme d'assemblées, décentralisées et à la marge des associations locales traditionnelles de riverains et des formations politiques institutionnelles. Elles sont composées de Comités régionaux nés dans d'autres grandes villes d'autres Communautés Autonomes : Barcelone, Valence, Bilbao, etc. Elles se basent sur un socle commun mais y intègrent leurs propres problématiques locales.

Comme le dit José Luis, bras armé et figure de proue de la Plateforme pour un logement digne à Madrid, « quand chaque jour apparaissent des données scandaleuses sur le logement et les administrations ne réagissent pas... c'est presque pas la peine de publier une dénonciation ! »

En effet, la première phase de la lutte, si l'on peut réfléchir en ces termes, est bouclée : le problème du logement est un « phénomène de société », l'actualité urbanistique est une information quotidienne, la question de l'accès au logement est même devenue la première préoccupation des Espagnols, devant le terrorisme, le chômage ou encore l'immigration (selon le Comité d'Investigation Sociologique). La protestation a mis en relief l'absence de politiques du logement et a réussi à l'intégrer dans l'agenda politique.

Pourtant, être situé aux avants postes de l'actualité, constamment sollicité par les médias friands des cas particuliers les plus

sensationnalistes ou encore devoir assumer l'intérêt grandissant des politiques n'est pas un travail facile ; surtout pour un mouvement si jeune qui a atteint maturité très vite mais qui ne réussit pas à grossir ses rangs de manière permanente. Jusqu'où peut aller le mouvement ? C'est encore une inconnue. Il est en marge des mécanismes établis qui lui permettraient de se canaliser. Le pouvoir quant à lui ne reconnaît rien qui ne soit pas institutionnel. D'après moi, il existe un grand risque pour sa survie et pour son indépendance idéologique ! la contestation ne tient que sur quelques frêles épaules et doit évoluer...

Comment en faire une lutte de la base ?

Récemment la Fédération Régionale des Associations de Riverains de Madrid a proposé à la Plateforme de participer à un projet communautaire à l'échelle de la ville de Madrid : animer un Comité de lutte au niveau des districts. L'implication du mouvement serait une bonne manière de se rapprocher de la base, mais cela signifierait également sombrer dans un compromis « politicard » qui mènerait progressivement à son instrumentalisation (la FRAVM est un contre pouvoir citoyen historique qui serait devenu, d'après de nombreux activistes, l'antichambre bien pensante de la Municipalité. Ce mouvement était très actif surtout au cours des dernières années de la dictature franquiste mais s'est dissipé progressivement en ce diffusant dans les Partis politiques de gauche).

La question de sa politisation est un débat interne actuel de la Plateforme. Le mouvement se veut « horizontal », en dehors du système ; pourtant on commence à détecter une certaine tendance au protagonisme (et pas seulement au sein de la Plateforme) : une sorte de Jet Set pour un Logement Digne ! Pas un mouvement « hype » mais une tendance à l'institutionnalisation de la lutte.

« L'attentisme de la société civile espagnole est puissant ». La jeunesse est plutôt morose, recule quand il s'agit de faire part de son mécontentement : une génération qui perd de plus en plus foi en la chose politique, écoeurée par une classe politique clientéliste et souvent corrompue, sclérosée et pris en otage par le remboursement de ses hypothèques...

Un membre de la Plateforme reconnaît que l'origine de son implication n'est autre que la défense de ses intérêts ; à 26 ans jamais il n'était encore descendu dans la rue, même pas pour les mobilisations massives contre la guerre en Irak.

Les protestations ont attiré des gens qui vivent le problème au quotidien, explique José Luis : « il s'est politisé contrairement à bien d'autres mouvements qui ont pourri dans l'ignorance générale ».

Mais je le répète, le risque grandissant pour ces mouvements qui se déclarent Apolitiques (un « trip citoyen »), c'est justement la récupération démagogique des politiques : il se matérialise déjà par une guerre ouverte entre les deux grands partis nationaux (PP et PSOE) alors que la solution réside dans l'application de la Loi.

La question du logement, une lutte globale

Le mouvement n'est évidemment pas seulement un organisateur de manifestation ou d'évènements chocs mais également une source de contenus alternatifs sur la réalité urbanistique et immobilière de chaque région ou ville où ils sont basés. Ce travail de réflexion est également riche d'une expérience militante dans d'autres domaines de lutte : précarité, droits des travailleurs, droits des immigrés, violence domestique, environnement, etc.

Un écho international symbolique

Un représentant de l'ONU était en visite en Espagne afin de rendre compte de l'action de l'Etat en matière de logement. Vendredi 1er décembre, Miloon Kothari a présenté ses conclusions préliminaires, d'abord au cours d'une conférence de presse et d'une rencontre avec des représentants du gouvernement (la ministre du logement et la ministre de l'environnement étaient présentes), puis en compagnie des représentants des mouvements de lutte. Nous avons pu chacun à notre tour exposer nos revendications ainsi que nos propositions qui intégreront ultérieurement le rapport final des Nations Unies. L'inspecteur dénonce la spéculation sans frein du marché immobilier espagnol et le « niveau extrême » de corruption qui empêchent selon lui près de 25 % de la population d'avoir accès à un logement digne.

L'Espagne connaît la plus forte croissance économique de l'UE, notamment grâce à son secteur de la construction ; pourtant elle traverse une crise qu'il a qualifiée de « honte nationale » et a félicité le dynamisme d'une large part de la société civile. Dans 2 mois, les premières recommandations en matière d'accès au logement et de spéculation immobilière en particulier seront connues. La non-opposabilité de cette intervention n'enlève rien à sa force symbolique et renforce la légitimité du Mouvement.